



Pour en finir avec l'impuissance de la politique migratoire en France, des milliers de citoyens, 400 chercheurs, plus de 60 associations et 70 personnalités appellent le gouvernement à tenir une convention citoyenne sur la migration.

Paris, Villeurbanne, le 24 février 2023 - **La convention citoyenne pour le climat a contribué à faire émerger la question climatique comme une grande question de démocratie et d'orientation politique. Dans cette recherche d'apaisement et d'expertise, l'association *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration* propose une méthodologie comparable sur la question migratoire, trop souvent instrumentalisée par les extrêmes, comme l'écologie il y a encore quelques années, pour enfin définir les orientations d'une politique migratoire responsable, cohérente et digne.**

La question climatique a son rapport du GIEC. Mais quand on parle de migration, qui fait référence ? Qui en France connaît l'OIM, le GIEM, la gouvernance et les actions de l'UNHCR ? Au printemps 2023, le nouveau projet de loi Asile et Immigration proposé par le Gouvernement est examiné par le parlement, sans que le « *grand débat* » national pourtant annoncé par le ministre de l'Intérieur en août dernier se soit tenu.

Faisant le constat de l'échec des lois successives, de la perte de repère de l'opinion publique face à l'extrême polarisation politique et médiatique, et du besoin d'appropriation par les citoyens du débat démocratique, l'association *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration* appelle à la tenue d'une convention citoyenne sur la migration.

L'impuissance des politiques migratoires depuis 30 ans.

La migration a pris, ces dernières décennies, une ampleur inédite dans le monde, et, compte tenu des tensions géopolitiques, climatiques et économiques, ce phénomène va se poursuivre et s'accroître. L'OIM prédit notamment environ 200 millions de déplacés climatiques en 2050.

Le changement climatique et la migration sont ainsi les deux plus grands enjeux mondiaux du XXI^e siècle auxquels nous devons faire face. Pourtant, tandis que les voies légales d'accès à la migration ne cessent de se réduire, on constate en Europe, et en France en particulier, une polarisation politique et sociale sur le sujet, encouragée par des élus, des partis politiques et des médias, rejetant le principe même du droit d'asile et de l'ouverture des frontières.

Entre politique du fait divers et calculs électoraux, sur l'immigration l'appareil démocratique est dans une impasse depuis longtemps, en témoigne l'inflation législative sur ce thème, qui fera ainsi l'objet d'une 22^e loi en 30 ans, en décalage complet par rapport à ses réalités démographiques. Le sujet est trop important pour que le débat de société, apaisé, objectif et rigoureux soit ainsi confisqué, empêchant toute construction d'une vision commune par les Français.



Cette inflation législative est un signe d'impuissance de la politique migratoire de ces dernières décennies. Les lois se succèdent, sans pour autant parvenir à dénouer le débat public, au contraire. Nous pensons qu'il est temps que nous, citoyens, puissions nous saisir de ce sujet, et indiquer aux pouvoirs publics quelle est la politique que nous souhaitons voir mener en France.

Une convention citoyenne pour apaiser, démocratiser et construire.

Sur la migration, la politique publique peine à trouver une position satisfaisant les divers courants d'opinion, le dialogue constructif sur le sujet est devenu impossible en France: postures et instrumentalisation dans la sphère politique, médiatisation hystérique de faits divers, invectives, xénophobie et fake news sur la place publique. Ainsi, les affirmations contradictoires sont légion, on entend d'un côté que l'immigration est une richesse, de l'autre que c'est un fléau. On entend d'un côté que les immigrés volent le travail des français, de l'autre qu'ils occupent le travail dont les français ne veulent pas. Que penser, qui croire ?

C'est pourquoi les citoyens et la société civile sont invités à exiger les moyens de renouer avec le vrai débat démocratique et à se mobiliser pour la tenue d'une convention citoyenne sur la migration, sur un modèle similaire à la convention citoyenne pour le climat de 2019-2020, réunissant toute la diversité des territoires de la République, qui s'informent, débattent, émettent des avis, et fixent des orientations sur l'ensemble des questions relatives à l'accueil et au séjour des étrangers en France, à l'écoute d'une représentation large de parties prenantes, dont notamment les personnes exilées, et qui seule sera de nature à dépasser les préjugés, rassembler et rendre les débats objectifs.

Nous avons besoin d'un débat apaisé, basé sur des faits scientifiques, qui donne la parole aux citoyens.

A propos de la concertation citoyenne préalable à la mise en œuvre de réformes, Emmanuel Macron, Président de la République, déclarait, le 12 mars 2022 : « *Je veux que notre projet puisse reposer sur une méthode associant davantage nos compatriotes, dans la durée, en leur donnant une place comme véritables acteurs* », appelant ainsi à mener « **un nouveau grand débat permanent** » avec les Françaises et les Français afin que « **la responsabilité** » des réformes « **soit partagée** ». Ce moment est arrivé.

Le Président de la République doit à la France de tenir, dès 2023, une convention citoyenne sur la migration.

* * *

A propos : l'appel à la tenue d'une convention citoyenne sur la migration est issu d'un groupe de citoyens engagés et porté par l'association loi 1901 *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration*, co-fondée par Vanessa Krycève (fondatrice et directrice de l'association Le Récho), Flora Vidal Marron (fondatrice et directrice de l'association Weavers) et Antoine de Clerck (en mécénat de compétences avec l'association Refugee Food). L'association mène la campagne de mobilisation **Pour un débat**



apaissé invitait les citoyens et la société civile dans son ensemble à se joindre à Emmanuel Macron, et à son gouvernement, pour la tenue d'une convention citoyenne sur la migration.

L'appel est soutenu par plus de 60 associations dont: Amnesty, ANVITA, Association LTF, ATPAC Maison Solidaire, Caracol, CASP, CISPM (Coalition Internationale des Sans-Papiers et Migrants), Collectif AGIR, Collectif Comprendre Les Migrations Centre Alsace, Comede, Désinfox-Migrations, DIEL (Droits Ici Et Là-bas), Droit À l'École, du Pain & des Roses, Ecole Alternative Des Monts d'Arrée, Ecole Thot, Emmaus Connect, Exilés et Crestois, Fonds RIACE France, Forum Réfugié, Groupe Ares, Jamais Sans Toit 46, JRS France, Konexio, La Boussole, La Chorba, La Ruche, Le Centre de la Réconciliation, Le Pont, Le RECHO, Les Marmoulins de Ménil, Les midis du mie, logivitae, Maât-Paris, Maisons Sésame, Médecins du Monde, Pantin solidaire, PEROU, Refuges Solidaires, Réfugiés Bienvenue, Rosmerta, S.W.A.G. Studio, Secours Catholique - Caritas France, Sillages, Simplon.co, Sistech, Solidarités Asie France (SAF), Terre d'Ancrages, Tous migrants, Unmondemeilleur.info, Utopia 56, Voies Libres Drôme, Weavers, Yambi, Yes We Camp.

Ainsi que par plus de 70 [personnalités](#) de divers horizons et origines dont Marina Foïs, Imany, François Héran, Kaddour Hadadi (HK) ou encore Olivier Roellinger ayant signé un appel commun dans une [tribune à la presse](#) le 6 décembre 2022.

Et 400 chercheurs de la communauté scientifique

Contacts

Contact presse: Vanessa Krycève - presse@conventioncitoyennesurlamigration.fr - 06 07 39 72 23

Signer la pétition pour appeler à tenir une convention citoyenne sur la migration :

<https://chnng.it/QLLrZbQb9t>

web: <http://pourundebatapaise.fr/>

twitter: [@PrUnDebatApaise](https://twitter.com/PrUnDebatApaise)

instagram: [@pourundebatapaise](https://www.instagram.com/pourundebatapaise)

Pièces jointes:

- *mémento - migration: les vrais chiffres - Désinfox-migrations*
- *Réponses aux questions fréquentes (F.A.Q.)*